

Énoncé de responsabilité de la direction relativement à l'information financière

La direction est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers consolidés et de l'information financière présentée ailleurs dans ce rapport annuel. Cette responsabilité comprend le choix de conventions et de pratiques comptables ainsi que le recours au jugement et à des estimations nécessaires pour la préparation des états financiers consolidés, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le présent rapport annuel et s'est assurée qu'elle correspond aux états financiers consolidés.

La direction maintient des systèmes de contrôle interne conçus en vue de fournir une assurance raisonnable quant à la protection des éléments d'actif contre la perte et à la pertinence et la fiabilité de l'information financière produite.

Le conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction remplit ses responsabilités à l'égard de l'information financière et est responsable de la révision et de

l'approbation des états financiers consolidés. Le conseil d'administration s'acquitte de cette tâche principalement par l'entremise de son comité de vérification, composé exclusivement d'administrateurs qui ne sont pas des employés de la Société. Le comité de vérification se réunit périodiquement avec la direction et les vérificateurs externes afin de discuter des contrôles internes et de sujets portant sur la vérification et la présentation de l'information financière. Il révisé également le rapport annuel, les états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes. Le comité de vérification recommande les vérificateurs externes, qui sont ensuite nommés par les actionnaires. Les vérificateurs externes ont librement accès au comité de vérification. Les états financiers consolidés ont été vérifiés par les vérificateurs externes Deloitte & Touche, dont le rapport est présenté ci-après.

*“Lino Saputo”
(signé)*

LINO SAPUTO
*Président du Conseil d'administration
et chef de la direction*

*“Louis-Philippe Carrière”
(signé)*

LOUIS-PHILIPPE CARRIÈRE, CA
*Vice-président exécutif, finances et
administration, et secrétaire*

Rapport des vérificateurs aux actionnaires de Saputo Inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Saputo Inc. aux 31 mars 2001 et 2000 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes

faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 mars 2001 et 2000 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

*“Deloitte & Touche s.r.l.”
(signé)*

Deloitte & Touche s.r.l.

*Comptables agréés
Laval, Québec
Le 11 mai 2001*

États consolidés des résultats

Exercices terminés les 31 mars

<i>(en milliers de dollars, sauf les résultats par action)</i>	2001	2000
REVENUS	2 161 671 \$	1 860 878 \$
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	1 890 697	1 623 933
BÉNÉFICE AVANT INTÉRÊTS, AMORTISSEMENT ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	270 974	236 945
Amortissement des immobilisations	51 763	37 785
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	219 211	199 160
Intérêts de la dette à long terme	40 703	34 184
Autres intérêts (note 7)	(1 184)	3 397
BÉNÉFICE, COMPTE NON TENU DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET DE L'AMORTISSEMENT DE L'ACHALANDAGE	179 692	161 579
Impôts sur les bénéfices (note 9)	55 607	51 386
BÉNÉFICE AVANT L'AMORTISSEMENT DE L'ACHALANDAGE	124 085	110 193
Amortissement de l'achalandage	13 844	10 125
BÉNÉFICE NET	110 241 \$	100 068 \$

RÉSULTATS PAR ACTION (note 10)

Bénéfice avant l'amortissement de l'achalandage		
De base	2,42 \$	2,20 \$
Dilué	2,41 \$	2,19 \$
Bénéfice net		
De base	2,15 \$	2,00 \$
Dilué	2,14 \$	1,99 \$

États consolidés des bénéfices non répartis

Exercices terminés les 31 mars

<i>(en milliers de dollars)</i>	2001	2000
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	177 746 \$	89 655 \$
Bénéfice net	110 241	100 068
Dividendes	(16 900)	(11 977)
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS À LA FIN DE L'EXERCICE	271 087 \$	177 746 \$

Bilans consolidés

Aux 31 mars

(en milliers de dollars)

	2001	2000
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	6 294 \$	4 310 \$
Débiteurs	279 493	147 188
Stocks	376 447	236 791
Impôts à recevoir	2 866	3 096
Actif d'impôts futurs	22 751	13 422
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	10 628	8 999
	698 479	413 806
IMMOBILISATIONS (note 3)	675 021	491 514
ACHALANDAGE, TRANCHE NON AMORTIE (COÛT DE 630 599 \$)	592 646	475 229
AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	33 970	9 534
ACTIF D'IMPÔTS FUTURS	12 863	20 919
	2 012 979 \$	1 411 002 \$
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Emprunts bancaires (note 4)	10 643 \$	17 585 \$
Créditeurs et charges à payer	320 426	162 637
Impôts à payer	29 457	22 130
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	95 075	40 222
	455 601	242 574
DETTE À LONG TERME (note 5)	700 821	461 353
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS	11 574	7 248
PASSIF D'IMPÔTS FUTURS	97 082	70 933
	1 265 078	782 108
CAPITAUX PROPRES		
CAPITAL-ACTIONS (note 6)	451 047	450 632
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	271 087	177 746
ÉCART DE CONVERSION DE DEVISES ÉTRANGÈRES	25 767	516
	747 901	628 894
	2 012 979 \$	1 411 002 \$

Au nom du conseil

"Lino Saputo"
(signé)"Louis A. Tanguay"
(signé)

Lino Saputo, administrateur

Louis A. Tanguay, administrateur

États consolidés des flux de trésorerie

Exercices terminés les 31 mars

(en milliers de dollars)

Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :

	2001	2000
EXPLOITATION		
Bénéfice net	110 241 \$	100 068 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement	65 607	47 910
Impôts futurs	15 232	28 069
Autres éléments	(990)	—
	190 090	176 047
Perte (gain) de change sur la trésorerie libellée en devises étrangères	7	(82)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	44 310	(10 363)
	234 407	165 602
INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'entreprises (note 8)	(1 432)	(2 334)
Ajouts nets aux immobilisations	(42 934)	(53 115)
Autres éléments d'actif	(1 694)	(2 119)
Écart de conversion de devises étrangères	(48 411)	22 433
	(94 471)	(35 135)
FINANCEMENT		
Emprunts bancaires	(6 942)	(44 074)
Augmentation de la dette à long terme	—	96 287
Remboursement de la dette à long terme	(151 140)	(145 194)
Émission de capital-actions	415	1 150
Dividendes	(16 900)	(11 977)
Écart de conversion de devises étrangères	36 622	(14 576)
	(137 945)	(118 384)
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE	1 991	12 083
(PERTE) GAIN DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE LIBELLÉE		
EN DEVISES ÉTRANGÈRES	(7)	82
ENCAISSE (DÉCOUVERT BANCAIRE) AU DÉBUT DE L'EXERCICE	4 310	(7 855)
ENCAISSE À LA FIN DE L'EXERCICE	6 294 \$	4 310 \$
INFORMATION COMPLÉMENTAIRE		
Intérêts payés	39 165 \$	28 030 \$
Impôts sur les bénéfices payés	31 976 \$	12 963 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars)

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus utilisés au Canada et tiennent compte des principales conventions comptables suivantes :

Recours à des estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus, la direction doit procéder à des estimations et poser des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs et passifs ainsi que sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants des revenus et charges de l'exercice. Les résultats réels peuvent différer des estimations.

États financiers consolidés

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Saputo Inc. et de toutes ses filiales. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont inclus aux états consolidés des résultats depuis leurs dates respectives d'acquisition.

Stocks

Les stocks de produits finis et de produits en cours sont évalués au moindre du coût moyen et de la valeur de réalisation nette. Les stocks de matières premières sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties de façon linéaire sur les durées suivantes ou en utilisant les méthodes suivantes :

Bâtisses	15 ans à 40 ans
Mobilier et équipement, machinerie et outillage	3 ans à 15 ans
Matériel roulant	5 ans à 10 ans ou en fonction du kilométrage parcouru

Achalandage

L'achalandage est inscrit au coût et est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période ne dépassant pas quarante ans. La Société évalue sur une base permanente la valeur de l'achalandage résultant d'acquisitions d'entreprises afin de déterminer si sa portion non amortie a subi une baisse de valeur permanente en comparant sa valeur comptable aux bénéfices d'exploitation anticipés non actualisés.

Impôts sur les bénéfices

La Société suit la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs d'impôts futurs et les passifs d'impôts futurs sont établis en fonction des écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'actif et du passif et sont mesurés par application des taux d'imposition en vigueur au moment où ces écarts se résorberont.

Avantages sociaux futurs

Le coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi est établi d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition au prorata des services et à des hypothèses à l'égard du rendement prévu des actifs des régimes, de l'augmentation de la rémunération, de l'âge de la retraite et des coûts prévus des soins de santé et autres avantages postérieurs à l'emploi.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Conversion de devises étrangères

Les postes de bilan des établissements autonomes situés aux États-Unis ont été convertis en dollars canadiens en utilisant les taux de change en date des bilans, alors que les postes des états des résultats ont été convertis en utilisant les taux de change moyens mensuels au cours des exercices. La dette des établissements canadiens relative au financement des acquisitions d'établissements étrangers autonomes a également été convertie en utilisant les taux de change en date des bilans. L'écart de conversion de devises étrangères, présenté dans les capitaux propres, représente le cumul des gains ou pertes de change résultant des investissements nets de la Société dans des établissements autonomes situés aux États-Unis. La variation de l'écart de conversion de devises étrangères au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2001 résulte de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les postes des états financiers des établissements canadiens libellés en devises étrangères ont été convertis en dollars canadiens en utilisant les taux de change en date des transactions pour les éléments de revenus et dépenses, et le taux de change en date des bilans pour les éléments monétaires d'actif et de passif. Le gain ou la perte sur change résultant de ces conversions est inclus à l'état des résultats.

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Impôts sur les bénéfices

À compter du 1^{er} avril 2000, la Société a adopté les nouvelles recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés relativement à la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. Ces nouvelles recommandations exigent la méthode du passif fiscal pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont établis d'après les écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs et sont calculés selon les taux d'imposition et les lois pratiquement en vigueur pour les périodes où l'on prévoit que les écarts se résorberont.

Avant le 1^{er} avril 2000, la Société utilisait la méthode du report d'impôts. Selon celle-ci, les écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale du bénéfice donnaient lieu aux impôts sur le revenu reportés. Ceux-ci étaient calculés d'après les taux d'imposition en vigueur au moment où les provisions pour impôts étaient constatées.

La Société a rétroactivement adopté les nouvelles recommandations et a modifié la présentation des états financiers en conséquence. L'adoption des nouvelles recommandations n'a pas eu d'effet sur les résultats et les bénéfices non répartis antérieurs et a eu un effet négligeable sur les résultats de l'exercice courant.

Avantages sociaux futurs

À compter du 1^{er} avril 2000, la Société a adopté de façon prospective, les nouvelles recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés pour comptabiliser les avantages sociaux futurs.

En vertu des nouvelles recommandations, le coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi est établi d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition au prorata des services et à des hypothèses à l'égard du rendement prévu des actifs des régimes, de l'augmentation de la rémunération, de l'âge de retraite et des coûts prévus des soins de santé et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les obligations au titre des régimes sont actualisées d'après les taux d'intérêts courants du marché. Antérieurement, les coûts des avantages sociaux futurs autres que ceux liés aux régimes de retraite étaient passés en charges au fur et à mesure qu'ils étaient encourus, et les coûts et obligations découlant des régimes de retraite étaient actualisés d'après le taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes.

En raison de l'application des nouvelles recommandations, le bénéfice d'exploitation de l'exercice a été réduit de 1 545 000 \$ et le passif au titre des avantages sociaux futurs a été augmenté de 919 000 \$.

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Résultats par action

À compter du 1^{er} janvier 2001, la Société a adopté rétroactivement les nouvelles recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés en matière de résultats par action. Le bénéfice de base par action est calculé sur la moyenne pondérée des actions ordinaires en circulation, et est obtenu en divisant le bénéfice de l'exercice par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de la période. Le bénéfice dilué par action est obtenu en divisant le bénéfice de l'exercice par la somme du nombre moyen pondéré d'actions servant au calcul du bénéfice de base par action et du nombre d'actions qui seraient émises si toutes les actions potentiellement dilutives pouvant être émises suite à l'exercice d'options octroyées en vertu du régime d'options d'achat d'actions étaient émises en appliquant la méthode du rachat d'actions.

En vertu de la méthode du rachat d'actions, les options d'achat d'actions sont réputées exercées au début de l'exercice et le produit de l'émission est présumé être utilisé pour acheter des actions au cours moyen pendant l'exercice.

Les résultats dilués par action de l'exercice terminé le 31 mars 2000 ont été redressés pour tenir compte des nouvelles recommandations.

En raison de l'application des nouvelles recommandations, le bénéfice dilué par action avant l'amortissement de l'achalandage est supérieur de 0,09 \$ et de 0,08 \$ après l'amortissement de l'achalandage pour l'exercice terminé le 31 mars 2001 et de 0,11 \$ et 0,10 \$ respectivement pour l'exercice terminé le 31 mars 2000.

3. IMMOBILISATIONS

	2001			2000
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Terrains	31 844 \$	— \$	31 844 \$	20 179 \$
Bâtisses	238 237	29 033	209 204	148 470
Mobilier et équipement, machinerie et outillage	581 450	153 297	428 153	318 052
Matériel roulant	8 720	2 900	5 820	4 813
	860 251 \$	185 230 \$	675 021 \$	491 514 \$

4. EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire à court terme lui permettant d'obtenir des emprunts de banque d'un montant maximum d'environ 235 000 000 \$. Ces emprunts de banque sont disponibles en dollars canadiens ou américains et portent intérêts à des taux fluctuant en fonction du taux préférentiel des prêteurs ou du taux LIBOR.

5. DETTE À LONG TERME

	2001	2000
Emprunt à terme bancaire, sous forme d'avances bancaires ou d'acceptations bancaires, remboursable par versements trimestriels variables jusqu'en décembre 2004, portant intérêts à des taux fluctuant en fonction du taux préférentiel majoré jusqu'à un maximum de 0,6 % et du taux des acceptations bancaires majoré de 0,55 % jusqu'à un maximum de 1,6 %, dépendant du ratio de dette portant intérêts par rapport au bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts de la Société. Au 31 mars 2001, l'emprunt à terme bancaire est constitué d'avances bancaires de 770 000 \$ et d'acceptations bancaires de 400 600 000 \$	401 370 \$	— \$
Effets de premier rang		
7,97 %, échéant en novembre 2006 (30 000 000 \$ US)	47 289	43 482
8,12 %, échéant en novembre 2009 (170 000 000 \$ US)	267 971	246 398
8,41 %, échéant en novembre 2014 (50 000 000 \$ US)	78 815	72 470
Obligations et autres emprunts, remboursables par versements annuels variables, échéant en 2008	451	1 249
Emprunt à terme bancaire, portant intérêts à des taux fluctuant en fonction du taux des acceptations bancaires majoré de 0,5 % jusqu'à un maximum de 1,25 % dépendant du ratio de dette portant intérêts par rapport au bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts de la Société, remboursé au cours de l'exercice	—	80 000
Emprunt à terme bancaire (40 000 000 \$ US) portant intérêts à des taux fluctuant en fonction du taux LIBOR majoré de 0,75 % jusqu'à un maximum de 1,5 % dépendant du ratio de dette portant intérêts par rapport au bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts de la Société, remboursé au cours de l'exercice	—	57 976
	795 896	501 575
Tranche échéant à moins d'un an	95 075	40 222
	700 821 \$	461 353 \$

Les versements estimatifs de capital à effectuer au cours des prochains exercices sont les suivants :

2002	95 075 \$
2003	102 557
2004	110 105
2005	93 969
2006	50
2007 et exercices subséquents	394 140
	795 896 \$

6. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont votantes et participantes. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, les modalités et privilèges de chaque série devant être établis au moment de leur création.

ÉMIS	2001	2000
	51 225 390 actions ordinaires (51 200 994 en 2000)	451 047 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2001, 24 396 actions ordinaires pour un montant de 414 732 \$ ont été émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2000, 2 503 000 actions ordinaires pour un montant de 99 994 850 \$ ont été émises en contrepartie partielle pour l'acquisition de Culinar Inc. De plus, 66 996 actions ordinaires pour un montant de 1 149 850 \$ ont été émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions.

Régime d'options d'achat d'actions

La Société a instauré un régime d'options d'achat d'actions visant l'achat d'actions ordinaires par des employés clés, des dirigeants et des administrateurs de la Société. Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du régime ne dépassera pas 3 000 000 d'actions. Le prix d'exercice de chaque option correspond au cours de clôture des actions de la Société la journée précédant la date d'octroi. Ces options sont généralement acquises à raison de 20 % par année et expirent dix ans après la date de leur octroi. Aucune charge n'est constatée à l'égard de ce régime lorsque des options sont octroyées. La contrepartie payée lors de l'exercice des options est créditée au capital-actions.

Les options émises et en circulation en fin d'exercice sont les suivantes :

Périodes d'octroi	Prix d'exercice	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	2000	
				Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
1998	17,00 \$	321 765	17,00 \$	349 787	17,00 \$
1999	de 32,25 à 37,50 \$	265 358	36,48 \$	278 306	36,43 \$
2000	39,40 \$	358 786	39,40 \$	373 699	39,40 \$
2001	27,00 \$	705 069	27,00 \$		
		1 650 978	29,27 \$	1 001 792	30,75 \$
Options pouvant être exercées en fin d'exercice		363 497	27,09 \$	199 075	22,39 \$

Le nombre d'options a varié de la façon suivante :

	2001		2000	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	1 001 792	30,75 \$	745 502	25,24 \$
Options octroyées	733 741	27,00 \$	422 825	39,40 \$
Options levées	(24 396)	17,00 \$	(66 996)	17,16 \$
Options annulées	(60 159)	31,30 \$	(99 539)	35,29 \$
Solde à la fin de l'exercice	1 650 978	29,27 \$	1 001 792	30,75 \$

De plus, 628 704 options visant l'achat d'actions ordinaires à un prix de 38,00 \$ ont été octroyées le 1^{er} avril 2001.

7. AUTRES INTÉRÊTS

	2001	2000
Frais	2 923 \$	6 149 \$
Revenus	(4 107)	(2 752)
	(1 184)\$	3 397 \$

8. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Exercice terminé le 31 mars 2001

Le 5 février 2001, la Société a complété l'acquisition des activités de lait nature et fromagères d'Agrifoods International Cooperative Limited, communément appelée Dairyworld Foods. Cette acquisition d'un coût total de 407 293 000 \$ fut financée par un emprunt à terme bancaire.

L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple. L'achalandage résultant de cette acquisition est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de quarante ans.

Les éléments d'actif net acquis étaient les suivants en date de l'acquisition :

Éléments d'actif corporel	441 348 \$
Achalandage	115 920
Total de l'actif	557 268
Passif assumé incluant de la trésorerie déficitaire de 5 509 \$	149 975
ACTIF NET ACQUIS	407 293 \$

Prix d'acquisition	407 293 \$
Financement par emprunt à terme bancaire	(411 370)
Trésorerie déficitaire de la société acquise	5 509
TRÉSORERIE UTILISÉE POUR EFFECTUER L'ACQUISITION	1 432 \$

La répartition du prix d'acquisition entre les éléments d'actif tangibles et intangibles et de passif n'est pas définitive parce que la Société n'a pas encore terminé l'évaluation des éléments d'actif net acquis. Les ajustements à la répartition du prix d'acquisition seront effectués au cours du prochain exercice.

Exercice terminé le 31 mars 2000

Le 15 septembre 1999, la Société a acquis la totalité des actions de Culinar Inc., un fabricant de petits gâteaux, biscuits, biscottes et soupes opérant au Canada, pour une considération totale de 283 500 000 \$. Cette acquisition fut payée par une considération en espèces de 183 505 150 \$ financée, entre autres, par une facilité de crédit à long terme de 180 000 000 \$ et par l'émission de 2 503 000 actions ordinaires à 39,95 \$ l'action pour un montant de 99 994 850 \$.

Le 28 février 2000, la Société a également acquis la totalité des actions en circulation de Groupe Cayer-JCB Inc., un fabricant canadien de fromages européens, pour une considération en espèces de 13 725 000 \$. Le passif assumé de 13 729 000 \$ comprend un endettement bancaire et une dette à long terme de 6 689 000 \$.

Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple. L'achalandage résultant de ces acquisitions est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de quarante ans.

8. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES (SUITE)

Les éléments d'actif net acquis étaient les suivants en date des acquisitions :

	Culinar Inc.	Groupe Cayer-JCB Inc.	Total
Trésorerie	14 737 \$	159 \$	14 896 \$
Éléments d'actif corporel	118 117	14 856	132 973
Achalandage	201 721	12 439	214 160
Total de l'actif	334 575	27 454	362 029
Passif assumé	51 075	13 729	64 804
ACTIF NET ACQUIS	283 500 \$	13 725 \$	297 225 \$
Prix d'acquisition			297 225 \$
Financement à long terme			(180 000)
Émission de capital-actions			(99 995)
Trésorerie déficitaire des entreprises acquises			(14 896)
TRÉSORERIE UTILISÉE POUR EFFECTUER LES ACQUISITIONS			2 334 \$

9. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts sur les bénéfices se détaille comme suit :

	2001	2000
Impôts exigibles	41 365 \$	23 317 \$
Impôts futurs	14 242	28 069
	55 607 \$	51 386 \$

Rapprochement des impôts sur les bénéfices, calculés aux taux canadiens prévus par la loi et la charge d'impôts sur les bénéfices présentée à l'état des résultats :

	2001	2000
Impôts sur les bénéfices, calculés aux taux canadiens prévus par la loi	66 498 \$	60 283 \$
Écarts attribuables aux éléments suivants :		
Crédit d'impôt pour bénéfices de fabrication et transformation	(6 856)	(6 440)
Autres éléments	(4 035)	(2 457)
Charges d'impôts sur les bénéfices	55 607 \$	51 386 \$

Les actifs et passifs d'impôts futurs reflètent l'incidence fiscale des écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale de postes du bilan.

Les principales composantes de ces écarts sont les suivantes :

	2001	2000
Actif d'impôts futurs		
à court terme		
Créditeurs et charges à payer	16 510 \$	9 735 \$
Capitaux propres	1 010	1 010
Pertes reportables	5 231	2 677
	22 751	13 422

9. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (SUITE)

	2001	2000
à long terme		
Avantages sociaux futurs et créditeurs et charges à payer	5 816	11 652
Autres éléments d'actif	3 014	2 823
Capitaux propres	—	1 010
Pertes reportables	4 033	5 434
	12 863	20 919
	35 614 \$	34 341 \$
Passif d'impôts futurs		
Immobilisations	86 950 \$	68 362 \$
Autres éléments d'actif	10 132	2 571
	97 082 \$	70 933 \$

La Société et ses filiales disposent de pertes reportables totalisant 32 000 000 \$. Ces pertes viennent à échéance graduellement jusqu'en 2018. L'actif d'impôts futurs correspondant à ces pertes reportables a été comptabilisé aux états financiers.

10. RÉSULTATS PAR ACTION

Le bénéfice de base par action a été calculé en utilisant la moyenne pondérée des actions ordinaires en circulation au cours de chacun des exercices, soit 51 209 763 actions en 2001 et 50 008 209 en 2000.

Le bénéfice dilué par action pour l'exercice terminé le 31 mars 2001 a été calculé en utilisant 51 508 669 actions ordinaires, représentant la somme de la moyenne pondérée d'actions en circulation au 31 mars 2001 (51 209 763 actions) et des actions à effet dilutif pouvant être émises à la suite de l'exercice d'options octroyées en vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société (298 906 actions).

Le bénéfice dilué par action pour l'exercice terminé le 31 mars 2000 a été calculé en utilisant 50 356 959 actions ordinaires, représentant la somme de la moyenne pondérée d'actions en circulation au 31 mars 2000 (50 008 209 actions) et des actions à effet dilutif pouvant être émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société (348 750 actions).

Les résultats par action sont calculés nets des impôts sur les bénéfices.

11. RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées ainsi que certains avantages (autres régimes) comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires à ses employés et retraités admissibles.

Les dispositions des régimes à prestations déterminées sont fondées sur le nombre d'années de service et soit le salaire moyen des dernières années de service ou le salaire carrière. Certaines dispositions des régimes à prestations déterminées prévoient qu'une partie des cotisations sera assurée par les employés et l'autre par des cotisations de la Société, établie suivant les conseils d'actuaire indépendants.

Les régimes à cotisations déterminées prévoient le versement d'une cotisation annuelle ouvrant droit à une pension pour chaque employé participant.

L'actif des régimes se compose principalement d'actions canadiennes et étrangères, de fonds communs ainsi que de titres à revenus fixes.

11. RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (SUITE)

SITUATION FINANCIÈRE DES RÉGIMES

	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres Régimes
ÉVOLUTION DE LA JUSTE VALEUR DE L'ACTIF DES RÉGIMES		
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	123 593 \$	— \$
Acquisitions au cours de l'exercice	73 795	—
Rendement de l'actif des régimes	2 611	—
Cotisations de l'employeur	267	452
Cotisations des employés	1 824	—
Prestations versées	(9 620)	(452)
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	192 470	—
ÉVOLUTION DES OBLIGATIONS DÉCOULANT DES RÉGIMES		
Obligations découlant des régimes, au début de l'exercice	92 737	13 694
Acquisitions au cours de l'exercice	55 135	2 890
Coût des services rendus au cours de l'exercice	3 363	504
Frais d'intérêts et perte à la conversion de devises	7 054	1 584
Prestations versées	(9 620)	(452)
Pertes actuarielles	8 917	475
Modifications des régimes et transferts	8 844	—
Obligations découlant des régimes à la fin de l'exercice	166 430	18 695
EXCÉDENT (PASSIF)		
	26 040	(18 695)
Pertes actuarielles non amorties	15 533	1 099
Coût non amorti des services passés	1 321	—
Perte à la conversion de devises	(271)	—
Obligation transitoire non amortie	(17 571)	6 022
Actif (passif) au titre des prestations constituées intérimaire	25 052	(11 574)
Cotisations de l'employeur entre la date de mesure et la fin de l'exercice	69	—
Actif (passif) net comptabilisé au bilan	25 121 \$	(11 574) \$

L'actif net est regroupé avec les autres éléments d'actif au bilan.

	Régimes de retraite	Autres Régimes
CHARGE AU TITRE DES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX		
Régimes à prestations déterminées		
Coût pour l'employeur des services rendus au cours de l'exercice	1 539 \$	504 \$
Intérêts débiteurs	6 831	1 006
Rendement prévu des actifs	(9 589)	—
Amortissement de l'obligation transitoire	(1 294)	487
Amortissement du coût des services passés	42	—
Amortissement du gain actuariel	(23)	—
	(2 494)	1 997
Régimes à cotisations déterminées		
	4 434	—
	1 940 \$	1 997 \$

11. RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (SUITE)

Moyenne pondérée des hypothèses touchant les régimes

	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres Régimes
Taux d'actualisation des obligations	6,75 %	7,00 %
Taux de rendement prévu à long terme de l'actif des régimes	7,75 %	s.o.
Taux d'augmentation de la rémunération	3,50 %	3,50 %

Aux fins de l'évaluation, le taux de croissance annuel hypothétique des coûts reliés à l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires a été fixé entre 5,5 % et 9 % pour 2001 et selon les hypothèses retenues, ces taux devraient diminuer graduellement pour atteindre 5 % en 2005 et demeurer à ce niveau par la suite.

12. ENGAGEMENTS EN VERTU DE BAUX

La Société exerce certaines de ses activités dans des locaux loués et est également liée en vertu de contrats de location pour de l'équipement et des véhicules. Les loyers minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'établissent comme suit :

2002	14 396	\$
2003	12 512	
2004	10 173	
2005	8 341	
2006	6 956	
	52 378	\$

13. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DE RISQUES

a) Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs de l'encaisse et des emprunts bancaires, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer correspondent à leur valeur comptable en raison de leurs dates d'échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme estimée en actualisant les flux de trésorerie prévus en utilisant des taux dont la Société pourrait se prévaloir pour des emprunts comportant des conditions et des échéances similaires, totalise 817 173 000 \$.

b) Risque de crédit

La Société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et les états financiers consolidés tiennent compte des provisions pour pertes. La Société n'a pas de concentration de crédit.

c) Risque lié aux taux d'intérêt

Les facilités de crédit à court terme ainsi que les emprunts bancaires à long terme de la Société portent intérêts à des taux variables.

13. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DE RISQUES (SUITE)

c) Risque lié aux taux d'intérêt (suite)

Pour se protéger contre les augmentations de taux d'intérêt, la Société conclut à l'occasion des contrats de swap de taux d'intérêt. En date du 31 mars 2001, aucun contrat de swap n'était en vigueur. En avril 2001, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt à un taux de 5,08 % couvrant 150 000 000 \$ de dettes à long terme, échéant en décembre 2004.

d) Risque de change

Dans le cadre de ses opérations canadiennes, la Société effectue certaines transactions en devises étrangères. La Société gère le risque lié aux fluctuations de taux de change et conclut à l'occasion certains contrats de change. Les contrats de change en cours en date des bilans sont négligeables.

La majorité des opérations de la Société sont effectuées aux États-Unis. Les flux de trésorerie liés aux activités américaines constituent une protection naturelle contre le risque de change lié aux dettes exprimées en dollars américains.

14. INFORMATION SECTORIELLE

Le secteur des produits laitiers comprend principalement la fabrication et la distribution de fromages et de lait nature. Les activités de ce secteur sont exercées au Canada et aux États-Unis.

Le secteur des produits d'épicerie comprend tous les produits non laitiers fabriqués par la Société. Ces produits se divisent en quatre catégories, soit les petits gâteaux, les biscuits, les biscottes et les soupes. Les activités de ce secteur sont exercées au Canada.

Ces secteurs sont administrés distinctement puisque chaque secteur d'activité représente un secteur stratégique qui offre différents produits et qui dessert différents marchés. La Société évalue la performance en fonction du bénéfice d'exploitation géographique et du bénéfice d'exploitation des secteurs d'activité pris isolément.

Les conventions comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 1 portant sur les principales conventions comptables. La Société n'effectue pas de ventes intersectorielles.

Information par secteur d'activité

	2001			2000		
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
Revenus						
Produits laitiers	803 970 \$	1 106 039 \$	1 910 009 \$	528 466 \$	1 186 136 \$	1 714 602 \$
Produits d'épicerie	251 662	—	251 662	146 276	—	146 276
	1 055 632 \$	1 106 039 \$	2 161 671 \$	674 742 \$	1 186 136 \$	1 860 878 \$
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices						
Produits laitiers	96 912 \$	131 555 \$	228 467 \$	81 539 \$	134 188 \$	215 727 \$
Produits d'épicerie	42 507	—	42 507	21 218	—	21 218
	139 419 \$	131 555 \$	270 974 \$	102 757 \$	134 188 \$	236 945 \$
Amortissement des immobilisations						
Produits laitiers	14 165 \$	28 078 \$	42 243 \$	9 108 \$	23 739 \$	32 847 \$
Produits d'épicerie	9 520	—	9 520	4 938	—	4 938
	23 685 \$	28 078 \$	51 763 \$	14 046 \$	23 739 \$	37 785 \$

14. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

	2001			2000		
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
Bénéfice d'exploitation						
Produits laitiers	82 747 \$	103 477 \$	186 224 \$	72 431 \$	110 449 \$	182 880 \$
Produits d'épicerie	32 987	—	32 987	16 280	—	16 280
	115 734 \$	103 477 \$	219 211 \$	88 711 \$	110 449 \$	199 160 \$
Intérêts			39 519			37 581
Bénéfice compte non tenu des impôts sur les bénéfices et de l'amortissement de l'achalandage			179 692			161 579
Impôts sur les bénéfices			55 607			51 386
Bénéfice avant l'amortissement de l'achalandage			124 085			110 193
Amortissement de l'achalandage			13 844			10 125
Bénéfice net			110 241 \$			100 068 \$
Éléments d'actif						
Produits laitiers	825 458 \$	887 181 \$	1 712 639 \$	255 352 \$	828 662 \$	1 084 014 \$
Produits d'épicerie	300 340	—	300 340	326 988	—	326 988
	1 125 798 \$	887 181 \$	2 012 979 \$	582 340 \$	828 662 \$	1 411 002 \$
Immobilisations à la valeur nette						
Produits laitiers	259 199 \$	345 954 \$	605 153 \$	97 636 \$	316 714 \$	414 350 \$
Produits d'épicerie	69 868	—	69 868	77 164	—	77 164
	329 067 \$	345 954 \$	675 021 \$	174 800 \$	316 714 \$	491 514 \$
Ajouts nets aux immobilisations						
Produits laitiers	9 776 \$	30 933 \$	40 709 \$	13 278 \$	36 742 \$	50 020 \$
Produits d'épicerie	2 225	—	2 225	3 095	—	3 095
	12 001 \$	30 933 \$	42 934 \$	16 373 \$	36 742 \$	53 115 \$
Achalandage, tranche non amortie						
Produits laitiers	133 216 \$	270 347 \$	403 563 \$	20 980 \$	255 373 \$	276 353 \$
Produits d'épicerie	189 083	—	189 083	198 876	—	198 876
	322 299 \$	270 347 \$	592 646 \$	219 856 \$	255 373 \$	475 229 \$

15. CHIFFRES CORRESPONDANTS

La classification de certains chiffres de l'exercice précédent a été modifiée afin de la rendre comparable à la présentation adoptée au cours de l'exercice écoulé.